

Procès-Verbal du Comité syndical
Séance du 29 novembre 2017

Le 29 novembre 2017, à 11 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 23 novembre 2017, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004, Paris sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice : 109
Nombre de délégués présents ou représentés : 62 dont 18 pouvoirs

Étaient présents :

Titulaires :

Mme France BERNICHI (Alfortville), Mme Perrine PRECETTI (Antony), M. Bruno TUDER (Bagneux), M. Alain LOPPINET (Bailly), M. Henri VINCENT (Bois-Colombes), M. Samuel BESNARD (Cachan), M. Yves FUCHS (Champigny-Sur-Marne), M. Pascal TURANO (Charenton), M. Bernard ACCART (Courbevoie), M. Bruno HELIN (Créteil), M. Jean-Luc MILLARD (Drancy), M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains), M. Michel FAYE (Fontenay-aux-Roses), M. Yoann RISPAL (Fontenay-sous-Bois), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), M. Jacques GODARD (Le Bourget), M. Philippe BRILLAUD (Le Chesnay), M. Ibrahima TRAORÉ (Le Kremlin-Bicêtre), Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort), M. Pascal BUTIN (Neuilly-Plaisance), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), M. Richard TESTA (Noisy-le-Grand), Mme Catherine BARATTI-ELBAZ (Paris), M. Christophe NAJDOVSKI (Paris), Mme Marie-Michelle PHOJO (Romainville), Mme Monique BOUTEILLE (Rueil-Malmaison), M. Patrick LEROY (Rungis), Mme Cécile RANGUIN (Saint-Denis), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson), M. Jean-Marc BOURJAC (Vitry-sur-Seine).

Grand Paris Grand Est : M. Alain SCHUMACHER.

Grand Paris Seine Ouest : M. Jean-Marc SZMARAGD, M. Hervé LIEVRE, M. Antoine DUPIN, M. Bernard ROCHE.

Suppléant(e)s avec voix délibératives :

Mme Catherine DENIS (Bagnolet), M. Hervé LEUCI (Bobigny), M. Marc FEUGERE (Châtenay-Malabry), Mme Nadine HERRATI (Gentilly), M. Dominique LE BRUN (Saint-Cloud), Mme Tiffany CULANG (Saint-Mandé), M. Philippe CIPRIANO (Saint-Maur-des-Fossés).

Excusés ayant donné pouvoir :

M. Arnaud GIBERT (Bezons) à Alain SCHUMACHER, M. Jackie BOULAY (Châtillon) à Michel FAYE, M. Hervé HEMONET (Colombes) à Geneviève GAILLABAUD, Mme Isabelle DEBRÉ (Département des Hauts-de-Seine) à Jean-Marc SZMARAGD, M. Yves MENEL (Garches) à Bernard ACCART, M. Boutaëb KADDANI (Joinville-le-Pont) à Pascal TURANO, M. Gabriel GALIOTTO (Le Blanc-Mesnil) à Jean-Luc MILLARD, M. Patrick OLLIER (La Métropole du Grand Paris) à Catherine BARATTI-ELBAZ, M. Jean-Luc DECOBERT (Le Pré-Saint-Gervais) à Christophe BERNIER, Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret) à Geneviève GAILLABAUD, M. Philippe LEBEAU (Pantin) à Christophe NAJDOVSKI, M. Jean-Paul FAUCONNET (Rosny-sous-Bois) à Pascal BUTIN, M. Jean-Luc CURAT (Saclay) à Marc FEUGERE, M. Pascal

THEVENOT (Vélizy-Villacoublay) à Perrine PRECETTI, M. Hervé FLEURY (Versailles) à Philippe BRILLAUT, M. Alain BORTOLAMEOLLI (Villeneuve La Garenne) à Hervé LEUCI, Mme Christine BRUNEAU (Grand Paris Seine Ouest) à Xavier CARON, Mme Aline de MARCILLAC (Grand Paris Seine Ouest) à Hervé LIEVRE.

Etaient excusés : M. Thierry-Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), Mme Marie-José RAMBEAU (Montrouge), M. Bernard CACACE (Le Raincy), M. Yann WEHRLING (Région Île-de-France).

Assistaient également à la séance : Mme Véronique HACHÉ, directrice du Syndicat, M. Malik SALEMKOUR, directeur juridique des finances et de la commande publique, Mme Fabienne PUIG, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mme Mélody TONOLLI, directrice de la communication et du Marketing, M. Olivier BONNEFOY, directeur des services techniques, M. Pierre RAPEAU chargé de l'administration général.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 12 octobre 2017
2. Compte rendu du bureau syndical du 26 octobre 2017
3. Délibérations :
 - Décision modificative n°3 du budget principal 2017
 - Débat d'Orientaion Budgétaire 2018 sur la base du rapport d'orientation budgétaire
 - Approbation de la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib'
 - Modification de la représentation du Syndicat Autolib' Vélib' Métropole au groupement d'intérêt public MAXIMILIEN
 - Transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Vélib' de collectivités
 - Approbation des tarifs généraux d'utilisation du service public Velib'.
4. Points divers

La Présidente a ouvert la séance à 11 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme Marie-Michelle Phojo est désignée secrétaire de séance.

1 – Approbation du procès-verbal de la séance du 12 octobre 2017

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal de la séance du 12 octobre 2017.

En l'absence d'observations, le procès-verbal du Comité Syndical du 12 octobre 2017 est adopté à l'unanimité.

2 – Approbation du compte rendu du bureau du 26 octobre 2017

La Présidente indique aux membres que ce compte-rendu leur a été transmis avec les documents de cette séance. Elle rappelle les points inscrits à l'ordre du jour de la séance du bureau : Mandat spécial confié à la Présidente pour participer à la 2nd conférence Velocitta' organisée à Rome (Italie) et modification des modalités d'exercice du temps de travail. Elle s'enquiert ensuite d'éventuels commentaires.

Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne Colombes) souhaite avoir un retour sur la 2nd conférence Velocitta. Concernant la modification des modalités d'exercice du temps de travail, elle demande des précisions sur le temps de travail indiqué qui lui paraît important.

La Présidente explique que la réunion Velocitta qui s'est tenue à Rome réunissait des élus de villes européennes et différents opérateurs de vélos en libre-service. Elle ajoute que JC Decaux et Smovengo étaient présents, et qu'elle en a profité pour leur faire passer un message clair sur la nécessité d'un travail commun entre eux afin de sortir par le haut des discussions actuelles avec les salariés.

Elle indique avoir présenté le système Vélib' 1 et le système Vélib' 2, ainsi que le déroulement de la transition. Ce système, unique au monde par son ampleur, a suscité de nombreuses questions. Le free-floating a suscité également beaucoup de questions. Elle indique que la ville de Rome n'ayant pas d'itinéraire cyclable, la Maire va s'appuyer sur un système de free-floating plutôt qu'un système organisé comme Vélib'. Les participants à la conférence ont cependant alerté la Maire de Rome sur les difficultés d'encombrement de l'espace public liées au free-floating. Aujourd'hui, en France, aucun opérateur de free-floating ne propose des vélos à assistance électrique. Mais, lors de cette conférence un opérateur, venant de Hong-Kong, a fait découvrir son modèle. Il convient donc de surveiller cela avec attention. La proposition de service parisienne est très attractive aujourd'hui ; mais il faut surveiller aussi cette évolution du marché, même si cet opérateur n'a pas l'intention d'arriver en France avec ces VAE pour l'instant.

Elle précise que la 2^e journée a porté sur la Bike economy. Des comparaisons entre Rome et Paris et leur densité urbaine ont été réalisées. Les difficultés d'aménagement de pistes cyclables pour développer la pratique du vélo ont été évoquées, tout comme les impacts économiques de la pratique du vélo sur les commerces locaux.

La Présidente souligne les retours très positifs qui ont été enregistrés quant à la participation du Syndicat à cette conférence. Elle donne la parole à Mme Fabienne Puig.

Mme Fabienne Puig (Directrice de l'administration général et des ressources humaines) précise qu'un agent souhaitant modifier son cycle de travail hebdomadaire sur 4 jours peut arriver à 8 heures et partir à 18h22, en ayant pris une pause repas d'une heure afin de totaliser les 37h30 heures hebdomadaires. Elle ajoute que la semaine de 4 ou 4,5 jours est déjà proposée dans d'autres collectivités et que c'est à la demande des agents que le Syndicat a fait cette proposition.

Mme Véronique Haché (Directrice) insiste sur le fait que le choix relève des agents. Elle ajoute par ailleurs que le Syndicat essaie de limiter le temps de déplacement des agents au maximum et cherche des solutions pour aménager au mieux le temps de travail. Elle précise que l'agent peut faire le choix de télé-travailler ou de réaliser sa semaine sur quatre jours ou quatre jours et demi. Les 37h30 hebdomadaires, dit-elle, sont donc adaptées à 4 jours ou 4,5 jours et amplifient l'amplitude horaire quotidienne.

La Présidente propose ensuite d'approuver ce compte-rendu.

Le compte rendu de la séance du 26 octobre 2017 est adopté à l'unanimité.

3 – Délibérations

3.1 Décision modificative n°3 du budget principal 2017 (délibération 2017 111)

La Présidente donne la parole à Monsieur Malik Salemkour.

M. Malik Salemkour (Directeur juridique des finances et de la commande publique) expose les motifs qui ont nécessités l'inscription de cette délibération à l'ordre du jour.

Le budget principal 2017 du Syndicat a été adopté lors de la séance du 12 avril 2017.

Dans le respect des principes budgétaires, en cours d'année, la Présidente peut procéder à des ajustements budgétaires.

Comme indiqué dans les délibérations n° 2017 51 en date du 28 juin 2017 et n° 2017 104 en date du 12 octobre 2017, les discussions avec les services de l'Etat sur les statuts de la Régie Velib' à seule autonomie financière ainsi que sur son fonctionnement ont eu pour conséquence de ne pas exécuter le budget annexe. A ce titre, il avait été acté que le budget principal prenne en charge les dépenses de personnel, d'agencement des locaux, de matériel informatique et de mobilier. Les augmentations de charges engendrées par cette approche devaient faire l'objet d'une refacturation du budget principal vers celui du budget annexe relatif à la Régie Velib'.

Le Syndicat ne pouvant exécuter ce dernier budget sans une détermination précise des recettes nécessaires sur l'exercice, le budget principal doit continuer temporairement de supporter les charges de la Régie Vélib' jusqu'à la fin de l'année, date à laquelle une régularisation définitive sera réalisée (écritures de fin d'exercice).

Dans l'interstice, il convient de procéder à nouveau à un ajustement du chapitre 012 relatif aux charges de personnel et frais assimilés, afin de permettre au budget principal de supporter l'ensemble des charges de personnel du Syndicat jusqu'à la fin de l'année (budget principal et budget annexe). Pour rappel, ce poste de dépenses présente un niveau plus élevé que celui voté au budget primitif en raison notamment des recrutements rapides d'agents qu'a dû effectuer le Syndicat dans l'optique d'une mise en œuvre du nouveau service Velib' au 1er janvier 2018.

Le chapitre 011 « Charges à caractère général » doit également continuer de supporter, jusqu'à la fin de l'année, les dépenses des deux budgets. Dans ce cadre, il est nécessaire de prévoir les crédits supplémentaires nécessaires à la prise en charge des frais d'honoraires de la Régie Vélib'.

Enfin, les subventions d'investissement doivent être diminuées afin de tenir compte des ajustements du prévisionnel des dépenses d'investissement réalisées par la SA Autolib'.

Une DM n°2 au Budget annexe Vélib' sera donc à prévoir au prochain Comité pour régulariser l'ensemble des opérations de refacturation avec le budget principal.

Par ailleurs, après échange avec la DRFiP et la Ville de Paris, une difficulté est apparue sur l'imputation comptable de l'avance prévue à recevoir de la ville de Paris pour couvrir les dépenses de fonctionnement du Syndicat pour l'année 2017 pour l'activité Velib', ajusté après la DM n°1 à un montant de 0,7 M€ (150 k€ étant déjà prévus en subvention de la Ville

de Paris pour l'indemnité au candidat non retenu au marché Velib' attribué). L'obligation d'une imputation de cette avance en investissement rend inopérant le dispositif envisagé, étant donné que les dépenses prévues au budget annexe Velib' sont essentiellement en fonctionnement. La couverture de ces dépenses devra donc être assurée par une recette de fonctionnement à rattacher à l'exercice 2017.

Il était prévu que ce montant soit remboursé ultérieurement au prorata des stations Velib' lorsque le nombre de stations commandées hors Paris serait connu. Cette ventilation est désormais fixée. Ce sont 1 400 stations qui seront en service en 2018 jusqu'à l'échéance du contrat, avec 1010 sur Paris et 390 dans les communes hors Paris.

En conséquence, afin de couvrir les dépenses 2017 par des recettes équivalentes, il sera proposé au prochain Comité de fixer pour l'année 2017 une contribution de 500 € par station Velib' pour toutes les collectivités adhérentes au service Velib', générant une recette totale de 700 000 €, montant estimé à couvrir en fin d'année.

Au regard de ces différents éléments, il est déjà proposé de modifier le budget principal comme suit :

Pour le budget d'investissement,

- De diminuer les dépenses du chapitre 204 « Subvention d'équipement versées » ;
- De diminuer les recettes du chapitre 021 « Virement de la section de fonctionnement ».

Pour le budget de fonctionnement,

- D'augmenter les dépenses du chapitre 011 « Charges à caractère général » ;
- D'augmenter les dépenses du chapitre 012 « Charges de personnel et frais assimilés » ;
- De diminuer les dépenses du chapitre 023 « Virement à la section d'investissement ».

M. Malik Salemkour (directeur juridique des finances et de la commande publique) informe les membres des discussions en cours avec la Métropole du Grand Paris afin de pouvoir réduire la contribution. Il ajoute que la décision modificative qui inscrira cette contribution exceptionnelle sera présentée lors du prochain Comité syndical.

La Présidente informe les membres que l'avance de la Ville de Paris ne peut être appliquée en dépense de fonctionnement mais uniquement en investissement. Elle s'enquiert de questions.

Mme Marie-France Parrain (Maisons-Alfort) souhaite savoir si la contribution de 500 € demandée sur 2017, par station Velib' à toutes les collectivités adhérentes au service sera déduite en 2018 du reste à charge.

La Présidente indique que la ville de Paris devait couvrir les dépenses du budget annexe de la Régie Vélib' pour 2017 par le versement d'une avance et qu'il était prévu un remboursement par les collectivités adhérentes en 2018. Cette contribution ne sera donc pas à déduire du reste à charge en 2018.

M. Michel Faye (Fontenay-aux-Roses) souhaite connaître le montant exact de la contribution demandée, en particulier si la Métropole apporte une aide financière pour minorer cette somme, avant de la présenter en Conseil municipal.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) indique que cette contribution ne concerne que les villes ayant adhéré à l'option Vélib'. Il formule ensuite 2 réflexions. La première étant sur le contentieux engagé et les frais induits, qui dit-il, ne concernent que la ville de Paris et JC Decaux ; la seconde sur Vélib' et notamment si une ligne de trésorerie ou un fond de roulement est prévu pour faire face aux dépenses comptables.

La Présidente rappelle que c'est le Syndicat qui a notifié le marché et que le contentieux avec JC Decaux est consécutif à l'attribution de ce dernier pour le nouveau Vélib'. Il incombe donc au Syndicat et non à la ville de Paris. Elle ajoute que les dépenses sont inscrites sur le budget annexe de la Régie Vélib' et ne concernent que les collectivités adhérentes à l'option Vélib'.

M. Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson) estime que si la ville de Paris a commis une erreur, elle se doit de la réparer et se dit surpris de ne pas avoir de mesures de correction.

Mme Monique Bouteille (Rueil-Malmaison) rappelle que l'engagement pris par délibération en mars 2017 était bien à respecter sur ce calendrier. On note bien, dit-elle, l'erreur de la ville de Paris, néanmoins les budgets des communes sont déjà arrêtés, et elle estime que plutôt que de les corriger, même si les sommes sont minimales et qu'elles ne sont pas définitivement arrêtées, peut-être faudrait-il que la ville de Paris propose des solutions sur comment rectifier cette erreur. Elle souhaiterait connaître également l'estimation du litige avec JC Decaux, comment a-t-il été estimé pour le futur parce que ces 500 euros par station, indépendamment de la prestation ou pas de la Métropole sur 2017, peuvent donc augmenter dans les années à venir si ce conflit perdurait.

M. Yoann Rispal (Fontenay-sous-Bois) souhaite connaître rapidement la somme exacte que les communes vont devoir budgéter car sa commune a un Conseil municipal le 20 décembre.

Mme Tiffany Culang (Saint-Mandé) souhaite savoir s'il y aura une modification juridique et de quel ordre avec l'aide exceptionnelle de la Métropole au niveau des dépenses de fonctionnement du Syndicat.

M. Christophe Bernier (Gennevilliers) demande comment va procéder le Syndicat pour informer les collectivités car il ne se sent pas armé pour expliquer cette contribution à ses services.

La Présidente donne la parole à Mme Véronique Haché pour apporter les éléments de réponse.

Mme Véronique Haché (directrice du Syndicat) reprend les propos de M. Salemkour et réitère qu'il y a eu d'une part une nomination tardive du comptable publique, et d'autre part la complexification de l'imputation de la subvention de la ville de Paris qui ne peut pas subventionner le Syndicat en fonctionnement. Elle ajoute que cette enveloppe de 500 euros est destinée à faire fonctionner le Syndicat et insiste sur le fait que c'est la contribution de fonctionnement des collectivités au Syndicat. Elle explique ensuite que sur le montant de 500 euros, quand il a été décidé que la ville de Paris ferait une avance pour faire fonctionner le Syndicat en 2017, et que les collectivités la rembourseraient en 2018, la MGP n'avait pas encore adhéré au Syndicat et il n'avait donc pas été envisagé que la MGP participe aux dépenses de fonctionnement. Elle informe les membres qu'après son entretien avec la MGP, cette dernière pourrait contribuer aux dépenses de fonctionnement. Ainsi la participation de la MGP ferait baisser l'enveloppe des villes. A ce stade, dit-elle, rien a été décidé et la réponse de la MGP devrait nous parvenir rapidement. Elle informe ensuite les membres que le Syndicat a eu connaissance de ce problème le jour de la réunion avec les DGS des villes, et que l'information leur a été donnée immédiatement puis, M. Salemkour leur a transmis un courriel.

M. Malik Salemkour (directeur juridique des finances et de la commande publique) indique que les 840 000 euros à couvrir seront payés par la ville de Paris qui devra verser près de 600 000 euros et la Métropole. Il précise qu'il n'y aura à priori pas besoin de ligne de trésorerie. Concernant le contentieux sur Vélib' et le marché Vélib', les seules dépenses enregistrées à ce jour sont celles de l'avocat, plafonnées à 25 000 € pour l'ensemble de la procédure contentieuse jusqu'au Conseil d'Etat.

La Présidente ajoute que cette DM permet le basculement dans le bon chapitre du budget, de la somme pour payer les agents du Syndicat. La subvention anticipée en 2017 au lieu de 2018 concernera une délibération qui sera examinée en décembre. Aujourd'hui, il n'est question que de voter formellement la décision modificative. On ne vote pas ce jour la contribution des villes.

M. Bernard Roche (GPSO) indique qu'il y a une cohérence à avoir. Notre position d'aujourd'hui, dit-il, engage notre position future.

Mme Cécile Ranguin (Saint-Denis) demande si cette délibération peut être reportée à un prochain Comité car, compte tenu des difficultés budgétaires, elle ne se voit pas dire au Maire qu'il y a une augmentation.

Mme Tiffany Culang (Saint-Mandé) indique qu'elle n'a pas assez d'éléments pour se prononcer sur cette DM et souhaite son report sur décembre.

Mme Véronique Haché (Directrice du Syndicat) réexplique que cette décision modificative est consécutive au non versement de l'avance de la ville de Paris et au retard occasionné par la nomination du comptable public. C'est pourquoi, comme les recettes prévues sur le budget Vélib' n'ont pas pu être perçues en 2017 et pour faire face aux dépenses sur la partie Vélib, le Comité avait autorisé à utiliser le budget général Autolib' Vélib' pour payer les agents Vélib'. Le Syndicat pensait que ce problème serait réglé avant la fin de l'année par l'avance de la Ville de Paris afin de mandater les dépenses sur le budget Vélib'. Comme, dit-elle, ce n'est le cas, la même opération vous est soumise par cette décision modificative à savoir que le budget général Autolib' et Vélib' vienne à nouveau abonder les dépenses Vélib'. Au prochain Comité, cette situation sera régularisée par la contribution par station qui sera demandée aux collectivités. En effet, cela permettra de remettre le montant des dépenses pris sur le budget général Autolib' Vélib' pour Vélib' sur le budget général.

Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort) n'est pas convaincue par les arguments et indique qu'elle votera contre. Elle ajoute qu'il est prévu qu'il y ait 4 stations dans sa commune d'ici fin décembre et que les travaux viennent juste de commencer pour une station. Elle estime que la ville a pris des engagements envers la population et elle considère que les engagements ne sont pas tenus puisque le retard est considérable.

M. Michel Faye (Fontenay-aux-Roses) revient sur l'avance car il estime que c'est à la ville de Paris de la faire et pas aux villes de banlieue.

La Présidente propose d'arrêter le débat et met au vote la décision modificative n°3 du budget principal 2017.

NPPV : 15 Champigny ; Boulogne-Billancourt ; Enghien ; Bobigny ; Villeneuve-La-Garenne ; Saint-Denis ; Antony ; Vélizy-Villacoublay ; Rungis ; Neuilly-Plaisance ; Rosny-sous-Bois ; Rueil-Malmaison ; Levallois-Perret ; Sceaux. Saint-Maur.

Abstention : 14 Châtenay-Malabry ; Saclay ; Nogent-sur-Marne ; Saint-Cloud ; GPSO (Meudon, Issy-les-Moulineaux, Chaville, Ville d'Avray, Vanves) ; le département des Hauts-de-Seine ; la Garenne-Colombes ; Colombes ; Courbevoie ; Garches.

Contre : 7 Maisons-Alfort ; Charenton-le-Pont ; Joinville-le-Pont ; Saint-Mandé ;
Verrières-le-Buisson ; Châtillon ; Fontenay-aux-Roses

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, ADOPTE à la majorité, la décision modificative n°3 du budget principal 2017 comme suit :

Section d'investissement

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
021- Virement de la section de fonctionnement				150 000,00 €	
204- Subventions équipement versées	20421- Biens mobiliers, matériel et études	150 000,00 €			
TOTAL		150 000,00 €		150 000,00 €	

Section de fonctionnement

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES	
		DEDUIRE	AJOUTER
011- Charges à caractère général	6226- Honoraires		10 000,00 €
012- Charges de Personnel	64111- Rémunération principal		100 000,00 €
	64131- Rémunérations		40 000,00 €
023- Virement à la section d'investissement		150 000,00 €	
TOTAL		150 000,00 €	150 000,00 €

3.2 - Débat d'Orientation Budgétaire 2018 sur la base du rapport d'orientation budgétaire (délibération 2017 112)

La Présidente donne la parole à Monsieur Malik Salemkour.

Malik Salemkour (Directeur juridique des finances et de la commande publique)
commente le rapport d'orientation budgétaire de la manière suivante :

1 - Evolution du contexte général du Syndicat Mixte Autolib' Velib' Métropole

Consécutivement à la modification statutaire adoptée par le Comité syndical du 14 novembre 2016, le Syndicat mixte Autolib' Métropole, est désormais dénommé Syndicat mixte Autolib' Velib' Métropole, en charge de la mise en place et de l'exploitation du service Velib' depuis le 09 mai 2017 date de notification du marché.

Le Syndicat assume ainsi depuis 2017 deux activités distinctes inscrites dans son objet statutaire-:

- La première compétence 'Autolib' fait l'objet d'inscriptions budgétaires sur le budget principal du Syndicat, sur la base des engagements financiers liés au service Autolib' dans le cadre de la délégation de service public en cours ;
- La seconde compétence Velib' fait l'objet d'inscriptions budgétaires sur le budget annexe du Syndicat, sur la base des engagements financiers liés au service Vélib dans le cadre du marché public en cours, l'exercice budgétaire 2017 ainsi écoulé peut être qualifié d'exercice transitoire, l'exercice budgétaire 2018 quant à lui avec le démarrage du service effectif au 1^{er} janvier 2018 permet donc de détailler des prévisions de dépenses et de recettes ;

Les orientations budgétaires 2018 portent ainsi sur l'activité globale du Syndicat, le cadre et les perspectives financières sont présentées successivement pour chacune des activités Autolib' et Velib'. Les deux budgets doivent être équilibrés.

2 - Contexte financier du service Autolib' et des comptes du Syndicat mixte

Le budget du service Autolib' dans les comptes du Syndicat enregistre une majeure partie des dépenses et des recettes qui sont des opérations transitoires entre les collectivités membres et le délégataire (subventions d'équipement reçues puis reversées, redevances de voirie reçues puis reversées).

Par ailleurs, le Syndicat rembourse un prêt de 18 M€ à hauteur de 1,8 M€ par an en capital jusqu'en 2022 en investissement (9 M€ de capital restant dû au 31 décembre 2017), assorti d'intérêts dégressifs d'un montant de 0,372 M€ en 2018 en section de fonctionnement. Grâce à cet emprunt, le Syndicat a pu financer les 149 stations, et a aussi préfinancé les stations des collectivités ayant opté pour un financement par étalement (87 stations fin 2017).

Les seules recettes de fonctionnement définitivement acquises par le Syndicat sont les redevances des 80 stations financées grâce à une subvention de la Région Ile-de-France, les redevances des 149 stations financées directement par le Syndicat fin 2017 dont deux fermées, les cotisations d'adhésions des nouveaux membres et la redevance pour frais de contrôle versée annuellement par le délégataire. Au total, le produit de ces recettes s'élève à environ 1,52 M€ par an.

Ces recettes propres doivent permettre de couvrir l'ensemble des dépenses de fonctionnement essentiellement composées des charges de personnel et des frais généraux (locaux, marchés d'assistance juridique et de conseil, fournitures), permettant qu'aucune contribution financière annuelle des collectivités adhérentes ne soit jusqu'ici appelée ni frais de gestion pour les opérations financières transitoires entre les collectivités adhérentes et le délégataire.

2 - 1 - Les équilibres financiers de la DSP et des comptes du Syndicat mixte

Lors des derniers débats d'orientations budgétaires, le modèle économique du Syndicat mixte avait été interrogé au regard de sa capacité à garantir jusqu'au terme de la DSP que ses ressources propres couvrent ses dépenses et particulièrement en investissement, le remboursement des annuités de l'emprunt réalisé, ceci sans recours à une contribution annuelle des collectivités.

En effet, la perspective de recettes propres complémentaires initialement prévue pour le Syndicat est devenue plus qu'incertaine :

La possibilité de percevoir le produit de la redevance d'exploitation prévue à l'article 43.2 de la convention de DSP, versée contractuellement au Syndicat dès constatation de résultats d'exploitation cumulés positifs dans les comptes du délégataire.

En effet, selon le plan d'affaires initial (annexe A8-4 de la convention de DSP), cette redevance, correspondant à 10% du chiffre d'affaires, qui devait être versée dès l'exercice 2018 pour un montant de 5,2 M€, soit un total de 26 M€ entre 2018 et 2022.

Au vu du dernier plan d'affaires disponible et établi par le délégataire sur les réalisations et perspectives financières des comptes de la DSP au terme du contrat (Plan d'affaires révisé 2016), celui-ci afficherait un résultat prévisionnel négatif de l'ordre 182 M€ en fin de contrat en 2023. Ces estimations sont contestées par le Syndicat et des discussions sont en cours avec le délégataire, dans le cadre du comité de conciliation prévu au contrat en cas de désaccord, afin de trouver les conditions d'une optimisation de l'exploitation du service afin que les prévisions retrouvent des équilibres acceptables.

Il est à souligner que la convention de délégation de service public prévoit qu'en cas de rupture du Grand équilibre (projection du résultat final en fin de concession accusant un déficit supérieur à 60 M€), le Syndicat devrait contribuer à son rétablissement par une contribution annuelle à l'exploitation du service, donc par incidence les collectivités membres au prorata du nombre de stations sur leur territoire.

Les négociations en cours visent à corriger les comptes de la DSP de dépenses indues qui lui sont imputées (développement informatique, frais financiers), à réviser les hypothèses retenues sur le futur, discutables au regard de l'usage du service, à apprécier des recettes complémentaires liées au service (facturation des fermetures ponctuelles, tarifs des bornes de recharge...) ainsi qu'à traiter le cas des stations insuffisamment utilisées.

Grâce aux résultats excédentaires enregistrés sur les premiers exercices, notamment du fait du versement des cotisations des collectivités membres les 3 premières années, toute chose égale par ailleurs, l'équilibre budgétaire du Syndicat mixte apparaît comme préservé jusqu'en 2021.

En outre, dans le cadre de sa recherche d'optimisation budgétaire, trois éléments viendraient renforcer l'équilibre général des comptes du Syndicat :

- La mutualisation des moyens dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence Velib'
- La possibilité de révision des frais de contrôle versée par le délégataire dans le cadre du contrôle de la concession de service public, ce point étant renvoyé aux discussions en cours sur les comptes de la DSP
- Le versement par les villes adhérentes, d'une subvention exceptionnelle au Syndicat afin de disposer d'une recette complémentaire. Celle-ci pourrait être envisagée à compter de 2018 à hauteur de 100 € par an et par station Autolib', dégageant 110 000 € de recettes. Cette subvention permettrait de faire face en 2018 aux frais d'expertise juridique dans le cadre du différend qui oppose le syndicat à la SA Autolib.

2 - 2 - S'agissant des comptes du Syndicat mixte, son équilibre financier jusqu'au terme de la DSP évolue favorablement sous l'action combinée des dispositions suivantes en recettes et dépenses.

- Par délibération du Comité syndical du 19 octobre 2016, du fait d'une évolution réglementaire favorable, la durée d'amortissements des subventions reçues et versées a été portée de 15 à 30 ans. Ce mécanisme comptable a généré une baisse de charges en section de fonctionnement d'environ 0,2 M€ par an.
- Depuis le 08 février 2017, le Syndicat pilote la mise en place et l'exploitation du service Velib'. Cette nouvelle compétence fait l'objet d'un budget annexe équilibré qui intègre ses dépenses et ses recettes propres. Toutefois en raison de la nomination très tardive d'un comptable public et de la difficulté d'imputation de l'avance financière prévue de la Ville de Paris, les recettes et dépenses 2017 de ce budget annexe Velib' ne pourront être enregistrées qu'en 2018 mais feront l'objet d'un rattachement budgétaire sur l'exercice 2017.

En conséquence, les dépenses de personnel inscrites au budget principal à couvrir par une recette équivalente émanant du budget annexe feront également l'objet d'une régularisation ultérieure.

Le budget principal du syndicat supportera donc à titre exceptionnel en 2017 et de manière transitoire, l'ensemble des dépenses engagées pour le compte du budget annexe Velib'.

L'absence de partage des résultats positifs de la DSP au bénéfice du Syndicat, initialement prévu à partir de 2018, pèse sur l'équilibre financier global du Syndicat au terme de la DSP en 2023. Toute chose égale par ailleurs, il pourrait être constaté un déséquilibre de 50 000 € en 2021 puis un pic ponctuel de 0,5 M€ en 2022, en raison des dernières annuités d'emprunt pesant sur la section d'investissement.

Compte tenu du contexte, et bien que l'équilibre budgétaire du Syndicat soit préservé jusqu'au 31 décembre 2020, sous réserve d'évolution des recettes acquises au titre du produit des redevances perçues pour les stations financées par la région et le Syndicat (1.2 M€), il apparaît nécessaire d'envisager des recettes complémentaires visant à garantir l'équilibre budgétaire sur la période.

Le versement par les villes adhérentes, d'une subvention exceptionnelle au Syndicat pourrait être une de ces recettes complémentaires (110 000 € en 2018). Cette subvention permettra de faire face aux frais d'expertise juridique dans le cadre du différend qui oppose le syndicat à la SA Autolib'.

Par ailleurs, il est proposé de porter la contribution unique d'adhésion au Syndicat pour la compétence Autolib' de 2 750€ par station à 3 000 € par station en 2018, le nombre de stations étant arrêté avec la signature de la convention de déploiement du service Autolib'.

2-2-1 Les effectifs du Syndicat :

En matière de personnel, les effectifs du Syndicat ont été constants entre 2016 et avril 2017 à hauteur de 7 emplois permanents avec le recours à des emplois non permanents liés à des missions ponctuelles. Il convient de signaler la mise en œuvre au cours de l'année 2016 du dispositif de télétravail pour tous les agents du Syndicat.

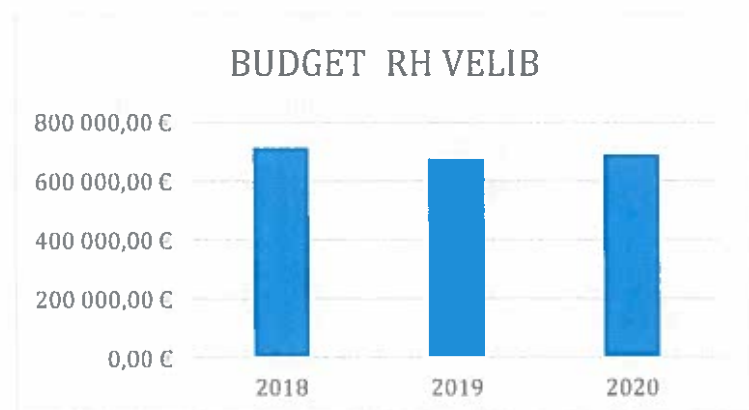
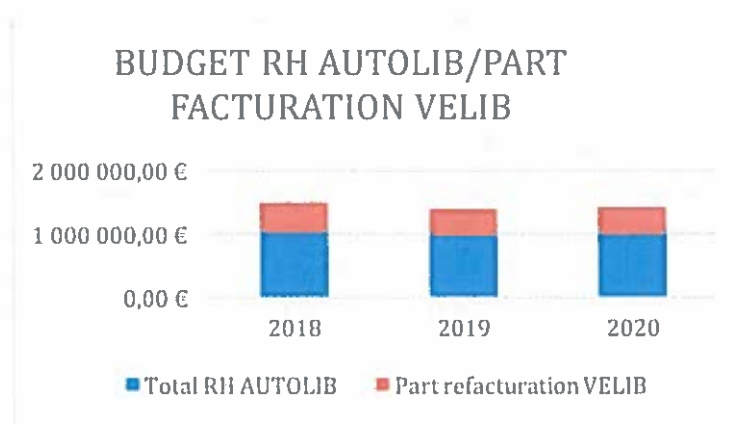
Consécutivement à la nouvelle compétence du Syndicat relative à la mise en place et de l'exploitation du service Velib' à compter de la date d'attribution du marché public soit le 09 mai 2017, le Syndicat a procédé à plusieurs recrutements sur le second semestre 2017 pour gérer cette nouvelle compétence portant l'effectif total à 25 personnes en janvier 2018.

12 postes sont portés administrativement par le budget principal parmi lesquels 9 font l'objet de mutualisation avec le service Vélib'. Il convient de signaler que le nombre de postes équivalents temps plein sur la fonction Autolib' demeure quasi stable avec 7,6 postes.

Les 13 postes créés en lien avec la compétence Velib' s'avéraient nécessaires pour consolider l'équipe technique afin d'assurer le déploiement, le contrôle et le suivi, et de renforcer les pôles ressources humaines, comptabilité, marché, communication.

Dans le cadre de la maîtrise de la masse salariale et d'adéquation aux besoins, le Syndicat aura à envisager un ajustement de ses effectifs permanents à compter de 2019 du fait de la fin de la phase principale de déploiement du service Velib' avec son entrée en phase d'exploitation courante et du retour d'expérience sur la mutualisation des moyens humains affectés aux deux compétences du Syndicat.

2-2-2 Les prévisions budgétaires en termes de ressources humaines sur le budget principal et budget annexe Velib'



Temps de travail :

Comme en 2017, en 2018 le temps de travail est de 37 heures 30 hebdomadaires. Ce temps de travail peut désormais s'organiser sur 4 – 4,5 ou 5 jours en fonction des nécessités de service et après avis de la directrice du Syndicat.

Classification des effectifs en janvier 2018 :

Titulaires : 17

Contractuels : 8

Répartition par catégorie :

Catégorie A : 60%

Catégorie B : 12%

Catégorie C : 28%

Répartition par filière :

Administrative : 56%

Technique : 44%

Régime indemnitaire :

En 2017, le RIFSEEP s'est substitué aux autres régimes indemnitaires pour la filière administrative.

Concernant la filière technique tous les textes n'étant pas parus, les anciennes dispositions s'appliquent.

En 2018, il est prévu d'attribuer le Complément indemnitaire, pour les agents éligibles à ce dispositif.

Nouvelle Bonification Indiciaire :

Deux fonctionnaires de catégories A, au titre de leur fonction d'encadrement et ou des spécificités du poste, bénéficient d'une NBI de 25 points.

2-2-3 La structure de la dette du Syndicat

Le syndicat n'a qu'un seul prêt en cours d'un montant de 18 M€ d'une durée globale de 11 ans et cinq mois, strictement destiné à financer les investissements prévus en stations Autolib'.

Ce prêt comportait une phase de mobilisation, de la date de signature du contrat jusqu'à la date de fin de mobilisation du 28/08/2012, période durant laquelle l'emprunteur effectuait des tirages et des remboursements au gré de ses besoins.

Ce prêt comportait une deuxième phase dite de consolidation d'une durée de 10 ans à compter du 28/08/2012

Capital initial : 18 000 000,00€

Durée initiale : 120 mois

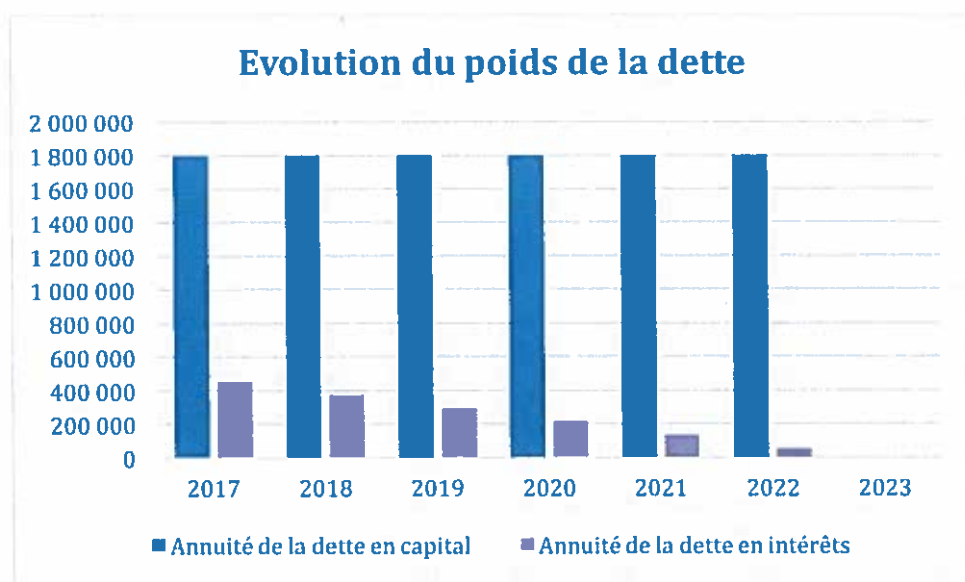
Date de mise en place : 28/08/2012

Taux : 4,3650%

Le capital amorti au 28/12/2017 est de 9 000 000,00€ et les intérêts d'emprunt sont dégressifs, 371 682,00 € sont prévus en 2018, contre 451 341 € en 2017.

Le capital restant dû s'élève donc à 9 M€.

La classification GISSLER, dans sa charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales classe cet emprunt dans la catégorie 1A.



2 - 3 - S'agissant des comptes de la DSP, un travail de fond a été entrepris par le Syndicat pour fiabiliser les comptes et les projections financières établis par le délégataire.

Un nouvel audit a été lancé à cette fin en janvier 2017 tenant compte du plan d'affaires révisé 2016 transmis le 22 novembre 2016 non agréé par le Syndicat.

Il est rappelé sur ce point que la convention de délégation de service public prévoit qu'en cas de rupture du Grand équilibre (projection du résultat final en fin de concession accusant un déficit supérieur à 60 M€), le Syndicat devrait contribuer à son rétablissement par une contribution annuelle à l'exploitation du service, donc par incidence les collectivités membres a prorata du nombre de stations sur leur territoire. Cette hypothèse n'est pas d'actualité.

Plusieurs discussions initiées depuis 2015 ont d'ores et déjà permis de revoir un certain nombre de charges imputées sur les comptes de la délégation : amortissements (revus à la baisse), charges (indemnités de licenciement, diminution du coût des assurances) désormais exclues, révision des projections, versement de « subventions commerciales » par la mutualisation des outils informatiques développés initialement par la Société Autolib' et également utilisés par les autres services d'autopartage à Lyon, Bordeaux et Londres, Singapour (19.5 M€ sur 2014- 2017), etc.

A ce stade, les discussions avec le délégataire se poursuivent en vue d'un accord global permettant un équilibre satisfaisant des comptes attendu au terme de la DSP. Par avenant voté au Comité syndical du 8 décembre 2016, les délais initialement prévus à fin décembre 2016 ont été repoussés offrant le temps nécessaire pour aboutir.

Dans la continuité des positions défendues par le Syndicat, différents postes de dépenses imputés sur les comptes de la DSP pourraient être revus pour corriger la situation décrite par le délégataire : investissements informatiques (30 M€), frais financiers (11 M€), coûts de maintenance et d'entretien, parc de véhicules en service, coûts d'investissement des stations réalisées, redevance d'occupation particulièrement dans les parkings, recettes complémentaires liées au service (facturation des fermetures ponctuelles, tarifs des bornes de recharge,...), stations non rentables et déploiement des nouvelles stations...

Dans l'objectif de participer à l'amélioration des recettes de la DSP, une augmentation tarifaire a été appliquée au 1^{er} février 2017.

Si une nouvelle hausse des tarifs de location de l'ordre de 0,50 € était envisagée par le délégataire l'année dernière, son impact commercial pourrait apparaître contreproductif aujourd'hui au vu de l'évolution des usages.

Les discussions en cours sur le plan d'affaires 2016 et sur les perspectives du service Autolib' dans un contexte plus concurrentiel sont inscrites dans le cadre d'un comité de conciliation prévu au contrat qui aura d'ici le début d'année 2018 pour objectif d'aboutir à un rapprochement des positions des deux parties.

Parallèlement, la recherche d'amélioration de la qualité du service et l'optimisation du maillage pourront conduire à proposer des mesures et dispositifs d'adaptation de la gestion du service.

Ces constats maintiennent l'obligation pour le Syndicat d'un contrôle et suivi fort de la DSP et des interventions du délégataire.

3 - Contexte financier du service Velib'

A la suite de la modification statutaire adoptée par le Comité syndical du 14 novembre 2016, le Syndicat mixte Autolib' Métropole, désormais dénommé Syndicat mixte Autolib' Velib' Métropole, est en charge de la mise en place et de l'exploitation du service Velib' à compter de la date d'attribution du marché public soit le 09 mai 2017.

Cette compétence optionnelle, sur adhésion spécifique des collectivités volontaires, voit sa traduction financière dans un budget annexe équilibré en recettes et dépenses dédiées au service Velib', essentiellement en section de fonctionnement.

Le marché ayant été notifié le 9 mai 2017, les éléments financiers du contrat sont ainsi arrêtés et permettent donc d'établir une évaluation prévisionnelle à la fois des dépenses et des recettes de ce budget annexe pour 2018.

Les principales recettes du budget annexe Velib' sont composées :

- Des recettes des usagers
- De la subvention de la Métropole du Grand Paris, conventionnée avec le Syndicat à hauteur de 4 M€ par an
- Des contributions obligatoires des collectivités adhérentes, au fonctionnement du Syndicat pour sa compétence Vélib' et à l'exploitation du service
- Des éventuelles recettes pour les prestations complémentaires réalisées sur la base du bordereau de prix unitaires du marché.

Les principaux postes de dépenses comprennent :

- Le paiement annuel de la prestation au forfait du marché Velib' (1050 stations dont 1010 à Paris)
- Le paiement annuel de la prestation au bordereau de prix unitaires (350 stations hors Paris commandées en 2017)
- L'indemnité pour vandalisme (à compter de 2019)
- L'intéressement du titulaire du marché aux recettes usagers (à compter de 2019)
- Les dépenses des prestations complémentaires éventuellement commandées
- Les dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la gestion de la compétence Vélib' comprenant les dépenses de personnel dédié au service Vélib', le remboursement au budget principal des personnels mutualisés, les charges de location et d'honoraires d'assistance techniques et marchés divers dont de communication.

Il est à noter que le budget 2017 du service Velib' équilibré en recettes et dépenses à hauteur de 841 000 € fera l'objet d'une régularisation en raison de la désignation très tardive du comptable public, nommé par arrêté préfectoral le 26 octobre 2017. Ces délais ont été justifiés par les discussions nécessaires et finalement positives avec les services de l'Etat suite à un recours gracieux sur le budget annexe Velib'.

En conséquence, à titre exceptionnel et transitoire, le budget principal 2017 a du supporter les charges relatives à la mise en place de la nouvelle compétence Velib' confiée au Syndicat, ce qui n'était pas initialement prévu. Un remboursement de ces dépenses, essentiellement de personnel, par le budget annexe Velib' sera donc à opérer.

4 - Les projections financières pour 2018

En 2017, quatre communes : Bois d'Arcy, la Celle Saint-Cloud, Buc et Fontenay le Fleury adhérent en 2016 et trois EPT Paris Ouest la Défense, Vallée Sud Grand Paris et Paris Est Marne et Bois ont sollicité leur retrait du Syndicat.

Une commune du 91 (Juvisy-sur-Orge), Sept communes des Hauts-de-Seine faisant partie d'EPT s'étant retirés (Nanterre, Rueil-Malmaison, Suresnes, Bagneux, Clamart, Fontenay-aux-Roses, Malakoff,) ; trois communes de Seine-Saint-Denis (Bondy, Le Raincy, Livry Gargan), quatre communes du Val-de-Marne faisant partie d'EPT s'étant retirés ((Charenton-le-Pont, Saint-Maurice, Alfortville, Créteil) et six communes du Val-de-Marne (Le Plessis Tréville, Gentilly, Choisy-le-Roi, Ivry-sur-Seine, Le Kremlin-Bicêtre, Vitry-sur-Seine), le département du Val-de-Marne et la Métropole du Grand Paris ont rejoint le Syndicat.

En raison de la prise en charge de la nouvelle compétence Vélib' et des recrutements induits, les locaux actuels étant trop exigus, il est envisagé, en 2018, de trouver des locaux plus fonctionnels et une surface plus grande tout en conservant une charge de loyer équivalente à celle d'aujourd'hui. Une quote-part, proportionnelle aux effectifs concernés, du coût du loyer, du déménagement ainsi que des travaux éventuels sera prévue dans les dépenses du budget annexe de la régie Velib'.

4 - 1 - Le déploiement du service Autolib' envisagé en 2018

Dans le cadre du BP 2017, la réalisation de 25 stations était prévue, 6 stations ont finalement été réceptionnées et livrées, 19 stations seraient donc reportées sur 2018.

Au 31 décembre 2017, le Syndicat compte 94 adhérents au service Autolib' dont 88 communes adhérentes directes et 3 établissements publics territoriaux (EPT), la Région Ile-de-France et le Département des Hauts-de-Seine, le Département du Val de Marne.

Le service Autolib' compte 1 104 stations implantées sur le territoire métropolitain, avec près de 104 000 abonnés actifs et 384 000 locations en octobre 2017.

Dans le cadre des discussions en cours avec le délégataire sur l'équilibre des comptes de la DSP, un travail de recensement des stations dont l'intérêt économique apparaîtrait comme faible, ainsi, le devenir de ces stations pourrait être repensé en les limitant à 4 places Autolib' et/ou en transformant ces places en bornes de recharge, cette solution pourrait être expérimentale sous réserve de la consolidation du process et des coûts avec le délégataire dans le cadre de l'accord global.

4 - 2 - Les prévisions de recettes pour le service Autolib' en 2018

Comme en 2017, les recettes 2018 pour le service Autolib' proviendront essentiellement :

- de la redevance pour frais de contrôle versée par le délégataire fixée à 0,30 M€ indexé dans la convention; Dans le cadre de l'accord global à intervenir et du besoin d'un contrôle renforcé de ses activités, ce montant pourrait être augmenté,
- du remboursement des annuités versées par les villes au syndicat qui ont opté pour l'étalement dans le cadre du remboursement du prêt,
- des indemnités de superposition d'affectation versées par le délégataire,
- des subventions d'investissement versées par les villes pour le financement des stations,
- des contributions versées par les villes lors de leur adhésion, au titre de 2018 il est proposé de passer cette contribution à 3 000 € au lieu de 2 750 € en 2017.
- des amortissements des subventions d'investissement reçues et versées,
- du produit d'éventuelles études réalisées pour des membres ou des tiers sur les domaines d'expertise du Syndicat,
- la quote-part des moyens et services mutualisés pour le service Velib' (0,6 M€)
- d'un versement par les villes adhérentes, d'une subvention exceptionnelle au Syndicat de 100 € par station. Cette subvention permettra de faire face aux frais d'expertise juridique dans le cadre du différend qui oppose le syndicat à la SA Autolib.

4 - 3 - Les prévisions de dépenses du service Autolib' en 2018

Les dépenses pour le service Autolib' seront constituées essentiellement en 2018 :

- du versement au délégataire des subventions d'investissement en fonction de la réception des stations,
- du remboursement de l'annuité du prêt (capital et intérêts),
- des frais de fonctionnement du Syndicat (personnel, indemnités des élus, location des bureaux, frais divers),
- des études et honoraires nécessaires au contrôle du délégataire et de la sécurisation juridique et financière des décisions du Syndicat,
- des amortissements des subventions d'investissement reçues et versées,
- du reversement aux collectivités des indemnités de superposition d'affectation 2017

La prise en responsabilité par le Syndicat de la compétence optionnelle Velib' avec la préparation de sa mise en service au 1^{er} janvier 2018 se traduira par des dépenses supplémentaires (personnel, locaux, frais divers) qui seront directement affectées au budget annexe et couvertes par ses recettes propres à compter de janvier 2018.

4 - 4 - Les prévisions de recettes et dépenses du budget annexe du service Velib' en 2018

Le budget annexe Velib' est prévu en dépenses pour 2018 :

- le versement au titulaire du marché du montant forfaitaire annuel indexé (32,1 M€)
- le versement au titulaire du marché de 350 stations supplémentaires au bordereau des prix unitaires indexé (7,9 M€)
- les dépenses de fonctionnement du syndicat estimée à 1,6 M€ (soit 1 150 € par station avec 1400 stations) comprenant :
- charges de personnel dédié au service Velib' (déploiement, contrôle, comptabilité, communication...) (0,7 M€)
- les dépenses spécifiques dédiées (marchés communication, juridique, AMO) (0,3 M€)
- la quote-part des personnels (direction, vie institutionnelle, ressources humaines, finances/marché...), des services et moyens mutualisés (locaux, logistique, ...) avec le service Autolib' (0,6 M€),
- la quote-part des coûts induits par le déménagement dans de nouveaux locaux avec le service Autolib' .

Le budget annexe Velib' sera composé en recettes :

- des recettes usagers :

Les recettes usagers 2016 du service Velib' avec 300 000 abonnés environ s'établissaient à 13,6 M€ HT. En 2017, l'estimation serait autour de 13 M€ HT. En raison de la dégradation du service en début d'année 2018 avec le déploiement progressif des nouvelles stations, d'une facturation désormais mensuelle des abonnements, les estimations de recettes du syndicat et du titulaire du marché s'établissent avec :

- une hypothèse basse autour de 11 M€ HT,
- une hypothèse haute qui se situerait à 17 M€ HT,

Ces hypothèses comprennent à la fois la prise en compte des abonnements Velib' en cours se prolongeant sur l'année 2018, les nouveaux abonnés au service Velib', ainsi que les usages.

Compte tenu de ce contexte très incertain, il est proposé de retenir de manière prudente un niveau de recettes de 13,5 M€ HT dans le cadre de la construction budgétaire 2018.

- d'une subvention de la Métropole du Grand Paris de 4 M€
- des contributions obligatoires des Collectivités adhérentes à l'option Velib' sur la base de 1400 stations dont 1010 stations pour la Ville de Paris et 390 stations pour les communes hors de Paris pour l'équilibre du budget annexe.

Au vu des dépenses et recettes, estimées pour 2018, il est proposé de fixer les contributions obligatoires 2018 des collectivités au service Velib' comme suit :

Contribution au fonctionnement du syndicat pour la compétence Vélib' :

- 1 150 € par station
- 250 € par équivalent-station en cas de subvention convertie en équivalent-station (MGP)
- contribution à l'exploitation du service :
 1. Paris : 18 850 € par station
 2. Collectivités hors Paris : 8 850 € par station

5 - L'équilibre général du budget du Syndicat Autolib' Velib' Métropole

Au 31 décembre 2016, le résultat cumulé (investissement et fonctionnement, Reste à réaliser inclus) s'élevait à 8.018M€.

A ce jour, l'ensemble des écritures ne sont pas passées toutefois, Le résultat prévisionnel global de fonctionnement pourrait s'établir pour l'exercice en 2017 à : 46 129,00€.

Le résultat prévisionnel d'investissement sur l'exercice 2017 est évalué à : - 4 200 238,00€

Le résultat cumulé global sur l'exercice 2017 est estimé à : 4 154 109,00 €

Ainsi le résultat cumulé global du Syndicat toutes sections confondues (investissement et fonctionnement) s'établirait en 2017 à : + 3 864 016,00 M€.

La Présidente s'enquiert de questions.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) souhaite obtenir quelques renseignements supplémentaires, sur l'emprunt que rembourse, à ce jour, le Syndicat. Il indique que les villes ont pu installer des stations en transitant par des emprunts par le biais du Syndicat et donc qu'à ce jour, ces villes remboursent aussi l'emprunt du Syndicat.

Il indique également que le risque du déficit de la DSP Autolib' existe, qu'il pèse sur chaque ville adhérente et qu'il peut entraîner la contribution financière des villes pour compenser ce déficit. Il prend bonne note de l'action menée par la Présidente face à ce risque. Cependant, en 2017, dit-il, aucune décision n'a été prise avec la société Autolib' pour l'évolution de la DSP et améliorer le « scoring » déficitaire.

Il souhaite que le rapport 2018 présenté, prenne en compte les décisions du Comité de conciliation et que cela figure au budget 2018.

Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes) souhaite que soit retirée, à la page 4 du ROB, l'expression « toute chose égale par ailleurs » qu'elle estime inutile. Elle ajoute qu'il est aussi indiqué que le Syndicat est « préservé jusqu'en 2021 », or il n'y a pas de chiffres annoncés et il aurait été intéressant de rappeler au minimum quels étaient les résultats excédentaires enregistrés lors du premier exercice. Elle s'interroge, que l'on parle du résultat prévisionnel négatif de 180 millions et peu après, qu'il y ait un équilibre. Elle souligne ensuite que, sur la page 5 dernier paragraphe il est écrit « Compte tenu du contexte et bien que l'équilibre budgétaire du Syndicat soit préservé jusqu'au 31 décembre 2020 ». Or, dit-elle, cela est en contradiction avec ce qui est écrit page 4 où il est préservé jusqu'en 2021 ». Elle souhaiterait que les dates soient plus précises afin d'éviter un écart et qu'il y ait plus de chiffres, plus de détails afin de comprendre comment on remonte la pente.

M. Yoann Rispal (Fontenay-sous-Bois) partage la démarche prudentielle pour l'année prochaine permettant d'éviter les mauvaises surprises. Concernant la DSP Autolib', il note que s'il remonte la pente, le Syndicat devrait être moins pudique sur ses informations avec les membres du Comité syndical afin d'éviter les mauvaises informations propagées dans la presse.

M. Christophe Bernier (Gennevilliers) renouvelle sa confiance envers le personnel du Syndicat dans une période difficile, partagée par les communes dans la gestion de leurs finances. Il prend note d'une démarche prudente du Syndicat à propos de Vélib'. Il souhaite cependant avoir une note, avant le budget, à transmettre à ses services afin d'explicitier les enjeux de la gestion budgétaire en 2018 avec l'introduction de Vélib'. A ce jour, il estime nécessaire de reprendre l'offensive face à la société Autolib' alors qu'un plan d'affaire sera à valider un jour et que des interrogations apparaissent chez les usagers.

M. Patrice Pattée (Sceaux) s'interroge sur la santé financière du Syndicat vis à vis de ses stations Autolib' au cas où le déficit devrait être comblé. Il souhaite savoir qui prendrait en charge les incidences du déficit sur les stations financées par le Syndicat en propre ?

Sur la provision de recettes Vélib', il loue la stratégie prudentielle sur la prévision de recettes minimales calquées sur le constat de la ville de Paris sur le premier Vélib'. Par ailleurs, il indique que très peu de personnes dépassent les 30 premières minutes gratuites et l'essentiel des recettes est constitué par les abonnements. Il souhaite sincèrement que le nombre d'abonnés augmentent car Vélib' Métropole multiplie par deux ou trois le territoire actuel de Vélib'. Il plaide pour que Vélib' devienne un réel service métropolitain.

Il note que l'usage du VAE en région parisienne rend insuffisante la durée des 30 premières minutes offertes qui entraînerait rapidement un coût de 1 euro la demi-heure pour les usagers. Il serait intéressant d'intégrer comme pour Vélib' 1 un abonnement « passion » qui étend à 45 minutes la gratuité pour dix euros de plus par an.

Il demande si dans les prévisions du DOB, les chiffres ont été transposés de Vélib' 1 ou s'il a été intégré une part de recette pour les locations.

Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes) souhaite avoir plus de précisions sur les subventions commerciales en 2018 pour la DSP Autolib'. Elle indique que le département des Hauts-de-Seine a confirmé qu'il ne souhaitait pas appliquer une gratuité pour les redevances et souhaite que cela soit pris en compte dans le débat.

La Présidente indique que ce n'est pas une bonne nouvelle pour les communes concernées ainsi que pour le service.

Marie-Michelle Phojo (Romainville) souhaite connaître le coût des stations après janvier 2019.

La Présidente précise qu'aujourd'hui le coût de 10 000 / 20 000 est une estimation du reste à charge pour les communes, composée des recettes estimées de façon prudente à 13,5 millions d'Euros et des recettes de partenariat, naming et mécénat. Les recettes sont conditionnées par les tarifs, par le nombre d'abonnés et par l'utilisation du service. Aujourd'hui, il est proposé une estimation pour 2018 avec un premier paiement en avril et un deuxième paiement en octobre. Ce deuxième paiement sera réajusté d'après les premiers résultats obtenus en 2018. Le DOB repose sur des prévisions pessimistes qui sont susceptibles d'apporter de bonnes nouvelles les prochains mois. Elle donne la parole à M. Malik Salemkour.

M. Malik Salemkour (Directeur juridique des finances et de la commande publique) revient sur l'expression « toutes choses égales par ailleurs » qui indique que les chiffres présentés seront confirmés si rien n'est entrepris durant l'année. Or, sur la DSP Autolib', des pistes afin de réduire le déficit du délégataire sont étudiées.

Sur les dates, il précise qu'à priori se serait en 2021 qu'un déséquilibre des comptes du Syndicat est possible.

La Présidente revient sur les abonnements et précise qu'il sera possible de les rediscuter lorsque les premiers résultats d'usage de Vélib' Métropole seront connus. Elle met ensuite au vote la délibération.

Le Comité syndical, après en avoir débattu, PREND ACTE de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2018 sur la base du rapport joint en annexe ; APPROUVE A L'UNANIMITÉ les orientations Budgétaires telles que présentées dans le rapport joint en annexe.

3.3 - Approbation de la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib' (délibération 2017 113)

Dans le cadre du développement de l'offre de transport à l'échelle de la métropole parisienne, de nombreuses collectivités et établissements publics se sont rassemblés au sein du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole pour permettre à leurs habitants et aux actifs d'accéder à des services de location de véhicules légers électriques et de vélos en libre-service (VLS).

Le service Velib' initié par Paris et étendu dans 30 communes dans un rayon de 1,5Km existe depuis 2007. Il a donné lieu à la passation d'un premier marché public qui s'achève au 31 décembre 2017.

Ce service public ayant rencontré un vif succès et ayant permis le développement de la pratique du vélo sur les territoires disposant de stations, il est apparu opportun d'étendre ce service à toute la Métropole.

En effet, la Métropole du Grand Paris définit et met en œuvre des programmes d'actions en vue de lutter contre la pollution de l'air et de favoriser la transition énergétique, notamment en favorisant le développement de l'action publique pour la mobilité durable.

Or la mise en place d'un service public de vélos en libre-service à l'échelle du territoire de la Métropole constitue un levier pour répondre aux enjeux d'attractivité métropolitaine, de lutte contre la pollution de l'air et de bruit ainsi qu'aux actions de mobilité durable.

Dans cette optique, la Métropole du Grand Paris a adhéré au Syndicat le 6 mars 2017 afin d'une part d'être associée à la mise en œuvre du nouveau marché conclu pour une durée de 15 ans à compter du 1^{er} janvier 2018 et d'autre part, de participer au financement du service pour les communes souhaitant maintenir ou adhérer au service Velib'.

A ce titre, la Métropole du Grand Paris soutient le service public Velib' à hauteur de 4 millions d'euros par an à compter de 2018 pour une durée d'exploitation du marché conclu avec la société Smovengo.

La présente délibération a pour objet d'approuver les conditions définies dans la convention de financement et de suivi.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE les conditions de financement et de suivi arrêtées dans le projet de convention entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole annexé à la présente délibération ; AUTORISE la Présidente du Syndicat à signer la convention ainsi que les modifications ultérieures dont elle ferait l'objet.

3.4 - Modification de la représentation du Syndicat Autolib' Vélib' Métropole au groupement d'intérêt public MAXIMILIEN (délibération 2017 114)

Le Syndicat a adhéré par la délibération n° 2017 35 en date du 31 mai 2017 au groupement d'intérêt public (GIP) MAXIMILIEN qui a vocation à regrouper tous les acheteurs publics de la région Ile-de-France.

Madame Marie-Pierre de la Gontrie avait été désignée alors comme représentante titulaire du Syndicat au groupement d'intérêt public.

Considérant, que le Conseil de Paris m'a désignée représentante titulaire au Syndicat en remplacement de Madame Marie-Pierre de la Gontrie, il convient de procéder à la désignation d'un-e nouveau-elle représentant-e titulaire du GIP.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DESIGNÉ A L'UNANIMITE La Présidente du Syndicat Mixte Autolib' Vélib' Métropole, Madame Catherine Baratti-Elbaz, représentante du Syndicat au groupement d'intérêt public Maximilien ; DIT que les autres dispositions de la délibération n°2017 35 relative à l'adhésion du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' métropole au groupement d'intérêt public MAXIMILIEN, demeurent inchangées.

3.5 - Transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Vélib' concernant les villes de : (Bois-Colombes - délibération 2017 115 et Champigny-sur-Marne - délibération 2017 116)

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE A L'UNANIMITÉ le transfert de compétence de location de vélos en libre-service des Villes de Bois-Colombes et Champigny-sur-Marne au Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; APPROUVE l'adhésion des Villes de Bois-Colombes et Champigny-sur-Marne à l'option Vélib'.

3.6 - Approbation des tarifs généraux d'utilisation du service public Velib' (délibération 2017 117)

La Présidente précise que la présente délibération concerne les tarifs d'abonnement, de locations et tous les autres tarifs relatifs au service de vélos en libre-service Vélib' à l'échelle métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018. Après avoir été discutés et adoptés en réunion du bureau et faits l'objet d'un avis favorable le 9 novembre 2017 par le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation Velib', ces tarifs sont soumis et votés par l'ensemble des représentants élus au comité syndical Autolib' et Vélib' Métropole.

Le service actuel de vélos en libre-service Vélib', dont la phase opérationnelle a débuté il y a plus de 10 ans, le 15 juillet 2007 sur le territoire de la commune de Paris et dans 30 communes riveraines, dans une limite de 1,5 km au-delà de Paris depuis 2009, est disponible jusqu'au 31 décembre 2017. Le dispositif dispose d'environ 20 000 vélos pour plus de 1 200 vélos-stations. Aucune augmentation des tarifs n'a été mise en œuvre depuis l'ouverture du service en 2007, ni lors de son extension au-delà du périphérique. La totalité du financement du service est assumé par la Ville de Paris depuis 2007 et jusqu'au 31 décembre 2017.

Le service Vélib' est un véritable succès auprès des usagers qui le plébiscitent. En effet, 88% des usagers sont satisfaits du service dans sa globalité selon la dernière enquête auprès des usagers. En 2015, près de 40 millions de déplacements ont été effectués via le service Vélib', les abonné-es annuel-les sont à ce jour près de 300 000.

Considérant qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, le nouveau service public Vélib' s'étendra à l'échelle métropolitaine (68 communes de la zone urbaine du Grand Paris) ; qu'il sera de ce fait, accessible à un plus grand nombre d'usagers (habitants du territoire, touristes, professionnels...) qui bénéficieront d'une offre de service plus innovante (vélos électriques) et plus performante (meilleure résistance au vol et au vandalisme, overflow ...) ;

La Présidente donne la parole à M. Christophe Bernier.

M. Christophe Bernier (Gennevilliers) indique qu'il serait nécessaire de voter un geste commercial pour les abonnés actuels et futurs souffrant de la phase de transition. Il serait aussi important d'apporter des informations sur la possibilité de bloquer les vélos à distance.

M. Christophe Najdovski (Paris) informe les membres que pour les abonnés actuels, une réflexion est en cours pour un éventuel geste commercial concernant les conditions dégradées d'utilisation du service Vélib'. Il est envisagé de prolonger l'abonnement de deux ou trois mois s'il y a une demande de l'utilisateur.

La Présidente précise que cela coûtera plusieurs millions d'euros et bénéficiera potentiellement à tous les usagers du service actuel.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1 : A compter du 1er janvier 2018, les tarifs des abonnements longue durée pour le nouveau service Velib' sont arrêtés comme suit :

- l'abonnement « V-Libre » à 0 €/mois, autorise l'utilisation d'un vélo mécanique pour 1 €/demi-heure et d'un vélo électrique pour 2 €/demi-heure ;
- l'abonnement « V-Plus » à 3,10 €/mois qui offre 1/2h gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire), et autorise l'utilisation du vélo électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2€ ;
- l'abonnement « V-Max » à 8,30 €/mois qui permet d'utiliser un vélo électrique avec la 1re demi-heure gratuite, les suivantes étant facturées 1 €, ou l'utilisation du vélo mécanique pendant 1h, les demi-heures supplémentaires étant facturées 1 €.

Article 2 : Les tarifs des abonnements courte durée sont arrêtés comme suit :

- l'abonnement « V-Découverte » pour une personne, au tarif de 5 € qui offre durant 24 heures la possibilité de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire), et autorise l'utilisation du vélo électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2 €.
- l'abonnement « V-Séjour » pour une personne, au tarif de 15 € qui offre durant 7 jours la possibilité de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire), et autorise l'utilisation du vélo électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2 € ;
- l'abonnement « V-Découverte tribu », au tarif de 15 € permet d'emprunter jusqu'à 5 vélos simultanément durant 24 heures et de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire). Il autorise également l'utilisation de vélos électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2 € ;
- l'abonnement « V-Séjour tribu », au tarif de 15 € x le nombre de vélos souhaités (30 € pour deux vélos, 45 € pour trois vélos, etc.). Il permet d'emprunter jusqu'à 5 vélos simultanément durant 24 heures et de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire). Il autorise également l'utilisation de vélos électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2 €.

Article 3 : Les tarifs des abonnements V-Pro sont arrêtés comme suit :

Abonnement annuel dégressif par carte demandée :

- 75€ HT/an/carte pour 1 à 19 cartes ;
- 71,50 € HT/an/carte pour 20 à 49 cartes ;
- 70 € HT/an/carte au-delà de 49 cartes.

Pour l'ensemble de ces abonnements les frais de dossier s'élèvent à 150 € HT.

Article 4 : Les tarifs réduits sont arrêtés comme suit :

Tarifs « Vélib' Jeunes » pour les moins de 27 ans (hors boursiers et jeunes en insertion bénéficiant des tarifs « Vélib' Solidarité ») :

- l'abonnement « V-Plus » à 2,30 €/mois contre 3,10 €/mois en tarif plein ;
- l'abonnement « V-Max » à 7,10 €/mois contre 8,30 €/mois en tarif plein.

Tarifs « Vélib' Solidarité » :

- l'abonnement « V-Plus » à 1,55 €/mois contre 3,10 €/mois en tarif plein ;
- l'abonnement « V-Max » à 4,15 €/mois contre 8,30 €/mois en tarif plein.

Article 5 : La facturation des tarifs définis dans les précédents articles s'effectuera selon les modalités suivantes :

Consommations :

La facturation des usages s'effectue par tranche de 30mn. Toute tranche entamée est due. Les locations inférieures à 3mn ne sont pas facturées. La facturation a lieu à chaque fin de mois, au jour anniversaire de la souscription de l'abonnement mensuel pour les abonnés longue durée.

Abonnements longue durée

Chaque mois d'abonnement entamé est dû. La facturation s'effectue en début de mois. La première échéance est due au jour de souscription de l'abonnement longue durée. Toutefois, il est possible de régler les douze mensualités en une fois à la date de souscription.

Abonnements V- Pro

Les abonnements sont dus annuellement à la date de souscription puis à chaque date anniversaire de la souscription et les consommations sont facturées trimestriellement.

Toute autre résiliation en cours de contrat impose à l'abonné-e de payer le montant restant dû jusqu'à l'échéance de son abonnement, celui-ci est prélevé en une fois à la prochaine échéance.

Article 6 : Les tarifs promotionnels sont mis en œuvre selon la procédure suivante :

Des tarifs promotionnels peuvent être accordés durant des périodes précisément définies dans le temps. Ainsi, le Syndicat en tant que pouvoir adjudicateur pourra décider d'une réduction pour l'ensemble des usagers de 10%, 25% ou 50% sur tout ou partie des tarifs d'abonnement mensuels et/ou sur les tarifs d'utilisation, y compris sur les durées de gratuité. Pour chaque campagne promotionnelle, un ordre de service sera transmis au titulaire du marché explicitant précisément les modalités de mise en œuvre et la durée d'application.

Article 7 : Les bonus temps se comptabilisent comme suit :

Les bonus-temps bénéficient aux seuls abonnés « V-Plus », « V-Max » et aux abonnés de l'actuel Vélib'.

Un bonus-temps de 3 minutes est crédité sur le compte de l'abonné à chaque départ d'une station pleine ou à chaque arrivée dans une station vide, que le vélo concerné soit électrique ou mécanique.

Les abonné-es Vélib' actuels conservent les bonus-temps acquis à hauteur de 5 heures maximum. Le crédit de bonus-temps est valable tant que l'utilisateur conserve un abonnement « V-Plus » ou « V-Max ». Il est perdu si l'utilisateur décide de ne pas reconduire son abonnement. Les bonus-temps peuvent être utilisés tant pour l'usage d'un vélo électrique que mécanique. Pour utiliser un bonus-temps, l'utilisateur doit avoir cumulé au minimum 30 minutes de bonus-temps sur son compte. Les bonus-temps sont débités par tranches de 30 minutes indivisibles. Ils n'ont pas de date d'expiration et sont donc reportés sur tout nouvel abonnement « V-Plus » ou « V-Max ».

Article 8 : Les modalités de garanties et de pénalités sont arrêtées comme suit :

La caution s'établira à 300 € par carte d'abonnement (y compris pour les abonnements professionnels), la caution ne sera pas encaissée lors de la souscription de l'abonnement (contrairement à d'autres services privés de free-floating), et ne servira qu'en cas d'application de pénalités dont les montants sont précisés ci-après.

En cas d'abonnement courte durée donnant droit à la location de plusieurs Vélib' simultanément (« V-Découverte tribu » et « V-Séjour tribu »), la caution, quelle que soit le nombre de vélos empruntés, sera de 600 €.

Les pénalités s'établissent à 100 € TTC pour vol de vélo avec violence et dépôt de plainte (sur présentation du dépôt de plainte, que le Vélib' volé soit électrique ou mécanique), à 200 € TTC en cas de disparition d'un Vélib' mécanique, 300 € TTC pour un Vélib' électrique ; et à 150 € TTC pour toute détérioration imputable à un utilisateur.

Article 9 : Les autres pénalités sont arrêtées comme suit :

Enfin, en cas de perte ou de vol de la carte Vélib', l'édition d'une nouvelle carte sera facturée 5 € TTC.

Article 10 : Les abonnés au service Velib' avant le 31 décembre 2017 sont repris dans les conditions suivantes :

Les bénéficiaires d'un abonnement Velib' « Classique » souscrit avant 31 décembre 2017, avec les 30 premières minutes gratuites, pourront louer un Velib' dans les mêmes conditions que pour un nouvel abonnement « Velib' mécanique », les bénéficiaires d'un abonnement Velib' « Passion » et « Solidarité », souscrit avant le 31 décembre 2017, continueront en sus de disposer de 45 minutes pour chaque location.

Les abonnés annuels au service Velib' souscrit avant le 31 décembre 2017 (« Classique », « Passion » et « Solidarité ») pourront avoir accès ponctuellement aux nouveaux Velib' électriques pour un montant d'1€ pour la 1re demi-heure d'utilisation, puis 2€ pour toute demi-heure suivante.

Article 11 : La Présidente est chargée de l'exécution de la présente délibération.

4 – Points divers

- *Grève du service Vélib' actuel et reprise des salariés Cyclocity*

La Présidente informe que des discussions sont en cours concernant la reprise des salariés de Cyclocity par Smovengo menés par la mairie de Paris, les organisations syndicales et le Syndicat Autolib' et Vélib' Métropole afin que des propositions acceptables soient présentées. Elle a bon espoir qu'un accord soit trouvé très prochainement et remercie les agents du Syndicat qui ont convaincu les deux opérateurs de se mobiliser.

- *Indicateurs service Autolib' et Vélib'*

La Présidente note l'importance des indicateurs pour suivre l'évolutions des abonnés et les usages des services Autolib' et Vélib'. Pour Vélib', il existe une nécessité de voir les évolutions à ce jour durant la transition entre le service original et Vélib' Métropole avec les travaux ou la grève initiée quelques jours auparavant par Cyclocity. Elle donne la parole à M. Olivier Bonnefoy.

M. Olivier Bonnefoy (Directeur des services techniques) présente les chiffres clefs du service Vélib' à ce jour.

Avant le début des travaux, on comptait 1 200 stations et environ 17 000 Vélib' en fonctionnement. Au 28 novembre 2017, 390 stations sont en cours de travaux dont 290 qui ont été transférés au Syndicat et font l'objet de la mise en place du nouveau Vélib'. Au total, 600 stations sont arrêtées aujourd'hui, soit 50 % du parc. Tel était l'objectif fixé dès le lancement du projet.

Le centre d'appel de Vélib' reçoit environ 450 000 appels par an, dont deux tiers sont traités par un opérateur. Le temps d'attente moyen est d'une minute. Par ailleurs, on enregistre 15 000 réclamations par an (dont 80 % par internet et 20 % par courrier).

Les abonnés sont au nombre de 300 000. Pour une grosse moitié, il s'agit d'abonnés classiques (29 €/an). 65 000 d'entre eux ont pris un abonnement « intense » proposant 45 min d'utilisation gratuite.

On décompte 63 000 abonnements jeunes et 10 000 abonnements pour les tarifs sociaux. Parmi les abonnés, 70 % se réabonnent.

Concernant les abonnements de courte durée, près de 2 M d'abonnements sont vendus annuellement, dont une grande partie est délivrée sur les bornes. C'est la raison pour laquelle il a été décidé d'implanter 60 % des nouvelles bornes avec paiement par carte bleue dans les zones touristiques. Certaines bornes installées dans des zones non-touristiques ne font l'objet d'aucune transaction ; il paraît donc raisonnable de ne pas investir pour les renouveler.

Enfin, 140 000 titres sont achetés par internet. Il sera à l'avenir possible de payer directement avec son Smartphone.

Les chiffres d'usage du Vélib' actuel sont les suivants :

- 40 M de locations annuelles, dont 4 M (10 %) concernent la banlieue (même chiffre par origine que par destinataire) ;
- Les trajets sont essentiellement effectués par les abonnés longue durée (35 M, contre 5 M pour les abonnés à courte durée) ;
- La durée moyenne pour l'ensemble des abonnés du trajet est de 17 min. Ceux qui prennent l'abonnement avec 30 Min offertes ont en général un trajet de 15 min. On constate que les gens qui optent pour l'abonnement de 45 min sont ceux qui veulent s'assurer de ne pas dépasser le temps de 30 min ; ils en sont loin en réalité, car ils utilisent le Vélib' en moyenne 18 min ;
- Les abonnés à courte durée utilisent l'abonnement en dépassant régulièrement les 35 min. Ils ne les utilisent non pas pour faire un simple trajet, mais pour se promener dans la capitale ;
- Plus de 90 % des trajets font moins de 30 min. 6 % des trajets durent entre 30 min et 1 h. Ce sont plutôt les abonnés courte durée qui optent pour ces trajets de plus de 30 min.

On observe une certaine régularité des locations chaque mois de l'année. Le mois de juin et de septembre connaissent une augmentation du nombre de locations (4 millions de locations). La location mensuelle baisse ensuite pendant la période hivernale (2,5 millions de location les mois d'hiver) et remonte à partir du mois de mars, pour baisser à nouveau en juillet/août. Le mois d'août est une période creuse (2,7 millions de locations).

Sur le Vélib' Métropole, un reporting a été proposé. Les membres du Syndicat disposeront d'un accès directement chez eux via un site internet dédié. Cela leur donnera accès à un certain nombre de données :

- Nombre d'abonnements longue durée suivant les différents types d'abonnement ;
- Nombre de souscriptions et de résiliations dans le mois qui vient de passer ;
- Répartition entre le nombre d'abonnés utilisant plutôt la carte Navigo et ceux qui utilisent la carte Vélib' ;
- Nombre d'abonnements vendus sur les bornes des communes ;
- Nombre d'abonnements courte durée ;
- Nombre de locations, de personnes qui ont fait un trajet vers Pantin, par exemple, et qui viennent de Pantin ;
- Nombre de stations ;
- Nombre d'abonnements vendus en borne, station par station, borne par borne ;
- Nombre de locations station par station, borne par borne ;

Le reporting financier se fera au global et ne sera pas diffusé de manière systématique à tous. Cela permettra de suivre mois par mois les recettes des abonnements et des usages.

D'autres éléments de ce reporting permettront d'évaluer la qualité du prestataire et de le sanctionner s'il n'atteint pas ses objectifs minimums. Pour cela quatre critères :

- Critère de régulation : sur les stations les moins utilisées (niveau 3), le prestataire est obligé d'avoir au moins un vélo disponible dans la station 96 % du temps et idem pour la question des places. La disponibilité des VAE est posée : 85 % du temps, un vélo électrique doit être disponible ;
- Le temps d'attente avant la prise en charge des interrogations d'un usager. Pour les réponses par mail, le délai doit être inférieur à 48 h, et il doit être inférieur à cinq jours ouvrés pour les réponses par courrier ;
- Disponibilité du service : elle concerne la disponibilité effective des vélos disponibles ;
- Propreté des vélos stations et des vélos, avec des contrôles terrain qui seront faits par le syndicat.

La Présidente indique que ces éléments seront transmis aux membres du Syndicat via leur espace membre. Elle les invite à se manifester s'ils ont des remarques ou questions. Elle donne la parole à M. Patrice Pattée.

M. Patrice Pattée (Sceaux) remercie les services pour cette présentation. Il souligne cependant qu'il souhaiterait avoir une vision de l'usage du service allant au-delà de celui de sa propre commune afin d'avoir une vision globale.

La Présidente indique que chaque commune dispose des données relatives à son territoire. Le Syndicat diffusera dans un second temps les données globales d'utilisation du service. Cependant, avec l'accord de chaque commune adhérente, il est envisageable de communiquer à chacun l'usage du service dans toutes les communes. Elle donne la parole à M. Olivier Bonnefoy pour les données concernant l'usage d'Autolib'.

M. Olivier Bonnefoy (Directeur des services techniques) revient sur les chiffres clés actualisés au mois de novembre 2017 concernant Autolib'.

On compte 100 000 abonnés premium aujourd'hui, contre 110 000 en 2016 à la même époque. On observe une augmentation sensible du nombre d'abonnements « Prêt à rouler ». Au global, on constate donc une augmentation du nombre d'abonnés qui peuvent accéder au service Autolib', soit 500 000 abonnés.

On dénombreait 360 000 locations au mois de novembre 2017, contre 450 000 au même moment en 2016. On observe une diminution des locations des abonnés Premium et une augmentation sensible sur les « Prêt à rouler » qui ne ne compense pas la tendance à la baisse.

La durée de location est stable et se situe aux alentours de 35 min. Le nombre de recharges est globalement stable également (25 000 recharges mensuelles environ). Les recettes d'usage s'établissent selon les mois entre 3 et 4 M €, avec une baisse au mois d'août.

Au total, 1 100 stations sont en service. Le nombre global d'abonnés augmente petit à petit. Les abonnés un an sont ceux qui utilisent le plus le service. On est aux alentours de 350 000 à 450 000 utilisations mensuelles, ce qui est relativement important. La période hivernale est celle où le service Autolib' est le plus utilisé.

65 000 utilisateurs différents utilisent le service chaque mois. L'abonné 1 an loue en moyenne une fois par semaine. L'abonné « Prêt à rouler » utilise le service 0,2 fois par semaine donc une fois toutes les 10 semaines.

La durée moyenne des locations se situe aux alentours des 35 min. Les abonnés « Prêt à rouler » l'utilisent moins souvent mais entre 40 et 45 min. Les abonnés un an utilisent le service Autolib' plus souvent, mais sur des trajets de moins longues distances.

Les recettes se situent entre 3 et 4 M € chaque mois, avec un creux au mois d'Aout. Le nombre d'usages par jour est assez régulier, avec une baisse sur juillet-août. On compte entre 750 et 850 recharges par jour.

La Présidente rappelle qu'un groupe de travail se réunira le 6 décembre à 11 h en mairie du 12^e arrondissement. Une invitation a été transmise aux délégués titulaires du Syndicat s'ils souhaitent assister à cette réunion. Elle donne la parole à M. Philippe Brillault.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) salue ces chiffres communiqués et félicite la tenue d'un groupe de travail sur la DSP Autolib'. Il demande si le groupe Bolloré renvoie tous les mois les bilans d'activité et comment se passe la transmission d'informations.

La Présidente explique qu'il est question ici de gestion directe pour le service Autolib' par rapport aux chiffres de Vélib' 1 qui transitent par la mairie de Paris. Elle donne la parole à Mme Véronique Haché.

Mme Véronique Haché (Directrice) indique que le Syndicat envoie annuellement le rapport d'activité avec l'ensemble des chiffres sur le service et qu'une fiche par commune a été produite, elle se trouve dans les espaces membres.

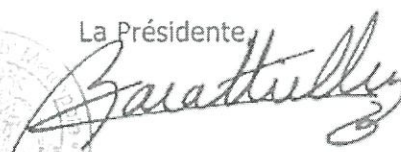
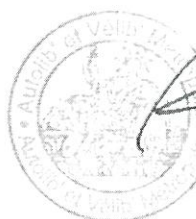
L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente, après avoir indiqué aux membres que le prochain Comité syndical se tiendra le 18 décembre 2017 à 14h00, lève la séance à 13 heures.

La secrétaire,



Marie-Michelle Phojo

La Présidente



Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement